

## Sarkozy face à la presse (24.04.08)

Le président avait rendez-vous avec la presse audio-visuelle puisqu'il n'y avait là aucun représentant de la presse écrite, ce qui en dit long sur la crise de ce type de media, et d'abord de la PQN (Presse quotidienne nationale). L'intérêt de l'émission aurait dû se situer du côté du président. En fait, c'est le désintérêt qui l'a emporté et la responsabilité en incombe aux trois journalistes chargés d'interroger Nicolas Sarkozy. Les deux modérateurs -PPDA et Pujadas- se sont tirés honorablement de l'exercice. Mais on n'en dira pas autant des trois journalistes de service. Le dernier à intervenir, Vincent Hervouet, habituellement bon synthétiseur sur LCI, à l'enseigne d' « Ainsi va le monde », s'est révélé inodore et sans saveur, au demeurant, intimidé par l'exercice, peu pertinent dans ses questions, en particulier, celle concernant la grâce de Marchiani, qui purge actuellement sa peine. Quant à Yves Calvi, vif argent dans ses missions de radio et TV, ses questions, improvisées, avaient peu à voir avec les problèmes de société qui lui incombaient. Mais le bouquet, l'ineptie consommée est venue avec la journaliste, présentée comme spécialiste d'économie. Là, c'est la descente aux enfers. Véronique Auger, puisque tel est son nom, aurait pu questionner le président sur l'échéance 2012 -la question viendra de Pujadas-, sur les scénarii de retour au franc, sur la compétitivité des entreprises, eu égard au déficit béant de la balance commerciale française. Trop beau ! Cette grande spécialiste de l'économie sur les écrans de la TV publique a ouvert le feu, si on peut dire, par une question sur...le gaz et, bien sûr, l'attribution d'une subvention.°

Voilà la TV publique, avec ses journalistes d'exception, et d'abord Mme Auger que l'on voudrait, non seulement zapper, mais ne pas financer par la redevance. Mais rien à faire. Le téléspectateur allergique à cette TV publique doit payer, même si son information l'horripile. Va-t-on obliger encore longtemps les téléspectateurs à déboursier 116 € annuels pour des chaînes que l'on ne regarde pas? Va-t-on même, comme le suggère la commission Copé, indexer cette redevance sur le revenu ? Le scandale serait consommé, sauf disparition de la publicité pour accélérer le trépas de la TV publique. Il est donc urgent d'attendre... Et encore, ne s'agissait-il que d'entendre Mme Auger et non pas de la lire, si l'on en juge par certaines perles orthographiques. Cf. ER 2.05.08: « La chancelière allemande a reçu hier le prix Charlemagne... précédé d'une éloge improvisée et maladroite de son homologue française. »  
Où est la maladresse dans cette affaire ?